

[Texte]

• 2010

**Mr. Roots:** Yes, many have. In Britain two separate stations have two separate decoders. If you want to watch them both you have to buy both decoders. We do not want that here.

**Mrs. Finestone:** Discrimination is not only in Canada, unfortunately.

Statistics Canada figures indicate that there are approximately 252,500 hearing-impaired people in Canada and over 1.5 million hard-of-hearing people. With such a large market—I do not consider that number a small market—it would seem to me broadcasters should be encouraged to produce more. So what is it that you think it is? Is it ignorance? Is it lack of understanding? Is it lack of appreciation? Or is it the costs, or insufficient expertise that has prevented them from narrowcasting to this market?

**Mr. Roots:** A problem with the broadcasters? Is that what you are asking?

**Mrs. Finestone:** The production of programs, the percentage. You said you only have ten and a half hours a week on CBC and three hours on CTV. If they know people are going to be listening and they are going to find an audience of that size, I wonder why they have not produced the programs.

**Mr. Roots:** That is what we asked them ourselves. They say it is too expensive. At best, it is \$2,500 to caption a one-hour program and they say they cannot afford that. But they would get more viewers from the community if they captioned; they cannot seem to see that logic.

**Mrs. Finestone:** You have suggested that one should legislate the percentage of profits that would be turned back into broadcasting. Is it because of a failure on the part of the CRTC to make this a condition of licence that you feel one must put legislation in there? It seemed to me it should be a condition of licence that is strictly adhered to.

I am concerned about your first suggestion that it be legislated. To legislate percentage of profits makes me a little uncomfortable.

**Mr. Roots:** I can understand that. The problem is, if the requirement is already part of their licence and they are not carrying it out, something must be done to compel them to carry it out. The CRTC right now is not going to do that; they have ideas of their own. I feel that something must be done. I do not like to use the word "force," but that is what I mean. Something has to be done to force broadcasters to carry out their own mandate.

[Traduction]

**M. Roots:** Oui, plusieurs pays en ont. En Grande-Bretagne, il y a deux stations distinctes qui ont deux décodeurs distincts. Si vous voulez capter les émissions des deux stations, il vous faut acheter deux décodeurs. Nous ne voudrions pas nous retrouver dans la même situation ici.

**Mme Finestone:** Le Canada n'a pas le monopole de la discrimination. Il s'en trouve malheureusement partout dans le monde.

Les chiffres établis par Statistique Canada révèlent que le pays compte environ 252,500 handicapés auditifs et plus de 1,5 million de malentendants. Vu l'importance de ce marché—je ne pense pas que l'on puisse parler de marché restreint—it me semble que les radiodiffuseurs devraient être encouragés à produire davantage. En quoi réside le problème? Est-ce une question d'ignorance? De manque de compréhension? De manque d'appréciation? Ou bien est-ce à cause des coûts ou d'un manque de personnel compétent que l'on s'est jusqu'ici refusé à faire des diffusions spéciales pour ce marché en particulier?

**M. Roots:** Vous demandez s'il y a un problème avec les radiodiffuseurs, c'est bien cela?

**Mme Finestone:** La production d'émissions, le pourcentage. Vous dites que vous n'avez que 10 heures et demie par semaine à Radio-Canada et 3 heures par semaine sur le réseau CTV. S'ils savent que les gens vont écouter, qu'il y aura un public de cette importance, je me demande pourquoi ils n'ont pas produit ces émissions.

**M. Roots:** C'est justement la question que nous leur avons nous-mêmes posée. Ils disent que c'est trop coûteux. Au mieux, cela coûte 2,500\$ pour sous-titrer une émission d'une heure, et ils ne peuvent pas se le permettre. Or, leur public s'élargirait s'ils présentaient des émissions sous-titrées. Malheureusement, ils ne suivent pas très bien cette logique.

**Mme Finestone:** Vous avez proposé que l'on modifie la loi de façon à exiger qu'un certain pourcentage des profits soient réinvestis dans la radiodiffusion. Est-ce parce que le CRTC n'aura pas réussi à intégrer pareille condition dans les critères d'obtention d'un permis que vous pensez qu'une loi à cet effet s'impose? Il me semble que ce devrait être une exigence fondamentale pour obtenir un permis.

Je suis quelque peu préoccupée par votre recommandation visant à faire inclure cela dans la loi. L'idée de prévoir, dans la loi, un certain pourcentage de profits me met un petit peu mal à l'aise.

**M. Roots:** Je comprends cela. Le problème, c'est que si cette exigence fait déjà partie du processus d'obtention d'un permis et qu'ils ne la respectent pas, alors, il nous faut faire quelque chose pour les y obliger. A l'heure actuelle, le CRTC n'entend pas intervenir là-dessus. Il a ses propres idées sur la question. Je suis pour ma part convaincu que quelque chose doit être fait. Je n'aime pas le mot «obliger», mais c'est à cela que je pense. Il faut absolument faire quelque chose pour obliger les radiodiffuseurs à s'acquiescer de leurs obligations et à mener à bien leur propre mandat.